

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Föderale Aufgabenverteilung, Raumplanung, Linke und ökologische Parteien
Akteure	Grüne Partei der Schweiz (GPS), Zug
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1990 – 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bühlmann, Marc
Porcellana, Diane

Bevorzugte Zitierweise

Bühlmann, Marc; Porcellana, Diane 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Föderale Aufgabenverteilung, Raumplanung, Linke und ökologische Parteien, Zug, Grüne Partei der Schweiz (GPS), 2014 - 2017*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	1
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	1
Parteien	1
Linke und ökologische Parteien	1

Abkürzungsverzeichnis

SPK-SR	Staatspolitische Kommission des Ständerats
SGV	Schweizerischer Gewerbeverband
ASO	Auslandschweizer-Organisation
SBV	Schweizerischer Bauernverband
SSV	Schweizerischer Städteverband

CIP-CE	Commission des institutions politiques du Conseil des États
USAM	Union suisse des arts et métiers
OSE	Organisation des Suisses de l'étranger
USP	Union Suisse des Paysans
UVS	Union des Villes Suisses

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Wahlen

Wahlen in kantonale Parlamente

STANDESINITIATIVE
DATUM: 21.11.2017
DIANE PORCELLANA

Lors de la **consultation** de l'**avant-projet pour l'autonomie cantonale en matière d'organisation et de procédures électorales**, 13 cantons (BE, LU, UR, SZ, OW, ZG, SO, AR, AI, GR, AG, TI, VS) ont statué en faveur de la proposition de la majorité de la CIP-CE. Quatre autres cantons (ZH, SG, VD, GE) ont préféré ancrer la pratique du Tribunal fédéral dans la Constitution fédérale, selon le souhait de la minorité de la commission. Neuchâtel s'est positionné plutôt en défaveur de l'avant-projet. Les autres cantons (BS, GL, FR, TH, SH, NW, JU, BL) se sont opposés à celui-ci, et donc à une modification constitutionnelle. Au niveau des partis nationaux, le PDC et l'UDC se sont prononcés en faveur de l'avant-projet. Le premier soutenait la variante de la majorité, le second celle de la minorité. Le PLR, le PS, le PEV, les Verts et le PVL étaient contre une modification constitutionnelle. Les sections cantonales grisonnes des Verts, de l'UDC et du PS étaient contre l'avant-projet. Les partis socialistes uranais et st-gallois partageaient également cette position. Les associations qui se sont exprimées, ont plutôt émis des avis positifs. L'Union suisse des arts et métiers (USAM), l'Union suisse des paysans (USP), le Centre patronal et économistes ont approuvé la proposition de la majorité de la CIP-CE. L'Union suisse des villes (USV) et le particulier s'étant exprimé, se sont positionnés contre l'avant-projet. L'Organisation des suisses de l'étranger (OSE) a saisi l'occasion pour rappeler que tous les cantons ne permettaient pas aux Suisses de l'étranger de participer aux élections du Conseil des Etats.

Dans les prises de positions favorables à la proposition de la majorité, des arguments liés au respect du fédéralisme, de l'autonomie cantonale et de la légitimité des systèmes électoraux cantonaux ont été avancés. Le manque de cohérence et de clarté de la jurisprudence y relative du Tribunal fédéral a également été soulevé. Pour les partisans de la variante de la minorité, la proposition en question aurait permis de limiter la jurisprudence du Tribunal fédéral. Outre l'amélioration de la sécurité juridique, elle aurait également favorisé le respect des intérêts cantonaux et des principes constitutionnels. Du côté des opposants à l'avant-projet, l'interprétation du Tribunal fédéral n'aurait pas entravé la souveraineté cantonale. Le principe d'équivalence d'influence sur le résultat est important et l'avant-projet n'aurait pas amélioré la sécurité juridique.

A l'appui des résultats de la procédure de consultation, par 7 voix contre 5, la CIP-CE a décidé de maintenir la teneur de la modification soumise à consultation. Par 7 voix contre 3 et 2 abstentions, les membres de la Commission ont choisi de transmettre au Conseil des Etats le projet reposant sur la variante de la majorité. Au Conseil fédéral de formuler son avis.¹

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Parteien

Linke und ökologische Parteien

WAHLEN
DATUM: 13.12.2014
MARC BÜHLMANN

Nach seinem Umzug von Zug nach Bern plante der in seinem Heimatkanton 2011 abgewählte **GP-Vizepräsident Josef Lang**, für die Berner Grünen in die Nationalratswahlen zu ziehen. Die Grünen müssen in Bern um ihre drei Sitze fürchten, auch weil der Hauptstadtkanton für die eidgenössischen Wahlen einen Sitz weniger hat als bei den Wahlen 2011. Allerdings stellte sich die Berner Parteispitze quer und nominierte den prominenten GP-Politiker nicht für die Wahlen. Offizielle Begründung war, dass mit den drei Bisherigen die Stadt bereits breit auf der Liste abgedeckt sei und man lieber Grüne aus weniger urbanen Gebieten portieren wolle. Der Entscheid stiess auf relativ breites Unverständnis, ging man doch davon aus, dass Lang nicht wenige Stimmen im Grünen Lager hätte mobilisieren können. Lang selber fügte sich dem Entscheid.²

1) Communiqué de presse CIP-CE; Projet d'arrêté fédéral; Résultats de la procédure de consultation pour la souveraineté cantonale en matière de procédure électorale (init cant.14.507; 14.316)

2) SO, 30.11.14; AZ, 6.12.14; Blick, 10.12.14; SoZ, 14.12.14